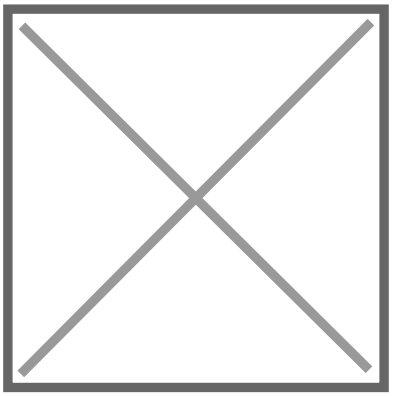


Protection de lâ??enfance : un systÃ¨me Ã bout de souffle

Description

Lâ??aide sociale Ã lâ??enfance (ASE) traverse une crise profonde. Manque de moyens, pÃ©nurie de professionnels, difficultÃ©s du placement familial : derriÃ¨re les faits divers qui choquent lâ??opinion, câ??est tout un systÃ¨me fragilisÃ© qui peine Ã protÃ©ger les enfants les plus vulnÃ©rables. Le regard de Claudie, qui a longtemps travaillÃ© pour lâ??ASE.

Par Claudie Perrot.

Les images sur les rÃ©seaux sociaux dâ??un garÃ§on de 8 ans se faisant raser le crÃ¢ne par une Ã©ducatrice qui voulait le punir, ont donnÃ© un coup de projecteur sur lâ??aide sociale Ã lâ??enfance (ASE) et suscitÃ© lâ??Ã©moi de tous les mÃ©dias.
Mais au-delÃ de lâ??indignation lÃ©gitime, ces affaires rÃ©vÃ¨lent une rÃ©alitÃ© plus profonde : celle dâ??un systÃ¨me de protection de lâ??enfance en grande difficultÃ©.

La protection de lâ??enfance est pourtant une prioritÃ© nationale. Elle garantit Â« les droits, la sÃ©curitÃ© et le bien-Ãªtre des enfants en danger ou en risque de danger Â». Sur le papier, lâ??organisation est claire : lâ??Ã?tat fixe les orientations, les conseils dÃ©partementaux financent et mettent en Å?uvre lâ??aide sociale Ã lâ??enfance (ASE), et les professionnels interviennent sur le terrain. Dans les faits, les disparitÃ©s territoriales sont importantes. Selon les prioritÃ©s budgÃ©taires des dÃ©partements, les moyens accordÃ©s Ã lâ??enfance varient considÃ©rablement.

Enfant en danger
A quoi repÃ¨re-t-on un enfant en danger ? Les signes peuvent Ãªtre physiques â?? hÃ©matomes, brÃ»lures, cheveux arrachÃ©s â?? ou psychologiques â?? repli sur soi, troubles du sommeil, agressivitÃ© inhabituelle â?? ou encore, plus difficiles Ã dÃ©tecter, comme les violences sexuelles. Dâ??autres Ã©lÃ©ments peuvent alerter : un mineur livrÃ© Ã lui-mÃªme sans surveillance parentale, en situation de carence de soins, dâ??hygiÃ¨ne ou dâ??alimentation.
HÃ©las, il a Ã©tÃ© constatÃ© que, dans la majoritÃ© des cas, ces violences sont associÃ©es entre elles.

Signalement et mesures
Face Ã ces situations, chacun â?? travailleurs sociaux, enseignants, mÃ©decins, mais aussi tout

citoyen â?? a le devoir de signaler une situation de maltraitance.
Les conseils dÃ©partementaux sont compÃ©tents pour recevoir ces signalements. Il est Ã©galement possible de contacter le 119, numÃ©ro dâ??urgence de lâ??enfance en danger. DiffÃ©rentes mesures dâ??aide sont alors mises en place par lâ??ASE, telles que lâ??aide Ã©ducative Ã domicile (AED), puis lâ??aide Ã©ducative en milieu ouvert (AEMO). Cette derniÃ¨re, ordonnÃ©e par le juge, consiste en lâ??intervention dâ??un Ã©ducateur pour une durÃ©e variable de six mois Ã deux ans, renouvelable.
Lorsque ces mesures ne permettent pas dâ??amÃ©liorer la situation de lâ??enfant, ou en cas dâ??urgence, le juge peut dÃ©cider de placer lâ??enfant hors de sa famille, soit dans une maison dâ??enfants Ã caractÃ¨re social (MECS), soit dans une famille dâ??accueil.
Que se passe-t-il ensuite ?

Prise en charge dÃ©faillante
Il est important de rappeler quâ??au moment oÃ¹ lâ??enfant maltraitÃ© quitte son domicile, il a souvent dÃ©jÃ vÃ©cu des ruptures, des carences multiples et un parcours de vie particuliÃ¨rement chaotique. Il arrive fragilisÃ©, parfois agressif, sans repÃ¨res. Au regard de ce quâ??il a traversÃ©, il serait essentiel de lui offrir une prise en charge de qualitÃ©. Or, il nâ??en est rien. Lâ??ASE traverse actuellement une crise : pÃ©nurie de lieux dâ??accueil adaptÃ©s, manque de places disponibles et insuffisance de professionnels. Les personnels en poste dÃ©noncent un manque de moyens face Ã une mission toujours plus lourde : stress permanent, sentiment de ne pas pouvoir bien faire, modalitÃ©s dâ??accueil ne garantissant pas le bon dÃ©veloppement des enfants. Les arrÃªts maladie et les burn-out frÃ©quents, la rotation constante des Ã©quipes Ã©ducatives et le manque dâ??encadrement fragilisent encore davantage ces enfants. Deux adultes pour dix ou douze enfants prÃ©sentant des carences affectives, des comportements violents et un besoin dâ??attention constant : comment faire face ?

Les mÃ©tiers de lâ??aide Ã lâ??enfance ne sont plus attractifs. Les conditions de travail â?? horaires Ã©tendus, week-ends et jours fÃ©riÃ©s travaillÃ©s â?? sâ??accompagnent dâ??une rÃ©munÃ©ration insuffisante. Ã? cette fatigue physique sâ??ajoute une charge Ã©motionnelle considÃ©rable, insuffisamment reconnue et valorisÃ©e.
La prioritÃ© serait dâ??embaucher des personnels qualifiÃ©s et formÃ©s, et de revaloriser les salaires, qui ne sont pas Ã la hauteur des missions exercÃ©es. Cela nâ??est pas le casâ?¦En tÃ©moigne lâ??affreux fait divers.

Placement familial

Une alternative Ã la maison dâ??enfants existe : le placement familial. Lâ??accueil en famille reste aujourdâ??hui privilÃ©giÃ© pour les jeunes enfants, car il offre une stabilitÃ© du lieu de vie auprÃ¨s de leurs Â« parents dâ??accueil Â». Ce mode de prise en charge leur permet de grandir et de se construire dans un environnement sÃ©curisant. Bien quâ??il soit prÃ©sentÃ© comme la solution la plus adaptÃ©e pour lâ??enfant et la moins coÃ»teuse pour la collectivitÃ©, le placement familial traverse aussi une crise profonde. Plus de 70 000 enfants sont accueillis en famille. En 2021, lâ??Ã¢ge moyen des accueillants Ã©tait de 55 ans. Dans dix ans, la moitiÃ© dâ??entre eux sera partie Ã la retraite, et les dÃ©partements rencontrent dÃ©jÃ des difficultÃ©s de recrutement. Travailler 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 constitue la rÃ©alitÃ© de nombreux assistants familiaux. Ã? cela sâ??ajoute une prise en charge dâ??enfants aux problÃ©matiques de plus en plus complexes, parfois marquÃ©es par des pathologies sÃ©vÃ¨res, ainsi quâ??un manque de reconnaissance institutionnelle, la profession peinant Ã se faire entendre et Ã©tant parfois dÃ©considÃ©rÃ©e par les responsables institutionnels.

On comprend que les vocations sâ??essoufflent.
Une enquÃªte de lâ??Union fÃ©dÃ©rative des familles dâ??accueil (UFNAFAAM) a rÃ©vÃ©lÃ© que Â« ce nâ??est pas la relation avec les enfants qui est la plus compliquÃ©e, mais la relation avec les services de lâ??ASE Â» : isolement, manque dâ??intÃ©gration au sein des Ã©quipes et dÃ©gradation des conditions de travail constituent les constats dressÃ©s par ces assistants familiaux.
Lors dâ??une intervention rÃ©cente au SÃ©nat, la DÃ©fenseure des droits, Claire HÃ©don, a indiquÃ© que 77 % des juges pour enfants renoncent Ã prononcer des placements faute de places adaptÃ©es. Lâ??Ã©tat de la protection de lâ??enfance est catastrophique. Câ??est pourquoi il est urgent de dÃ©velopper des actions de prÃ©vention. Les neurosciences lâ??ont dÃ©montrÃ© : les recherches sur le cerveau soulignent lâ??importance cruciale des premiÃ¨res annÃ©es. Tout se joue avant 6 ans, il est donc fondamental dâ??intervenir le plus prÃ©cocement possible pour rÃ©pondre aux besoins des enfants et de leurs familles. Dans les Protections maternelles et infantiles (PMI), il conviendrait de renforcer les visites Ã domicile prÃ©natales et postnatales ainsi que les consultations infantiles pour les 0-6 ans. Dans les Ã©coles maternelles, il serait nÃ©cessaire de rÃ©aliser des bilans de santÃ© pour les enfants de 3 Ã 6 ans. Il faudrait Ã©galement dÃ©velopper les relais parentaux, lieux dâ??accueil destinÃ©s aux enfants dont les familles rencontrent des difficultÃ©s.

Bref, il ne manque ni les constats ni les propositions. Ce qui fait dÃ©faut, ce sont des choix politiques Ã la hauteur des enjeux.
La protection de lâ??enfance ne peut pas Ãªtre une variable dâ??ajustement budgÃ©taire.
Il sâ??agit de nos enfants et de notre avenir.

Categorie

1. En direct

date crÃ©Ã©e
27/02/2026